

Le Fezzan, mutation d'une région saharienne¹

Olivier PLIEZ

Docteur en géographie, Olivier Pliez est actuellement chercheur à l'IREMAM (MMSH - Aix-en-Provence). Il a soutenu sa thèse, *Dynamiques urbaines et changements sociaux au Sahara. Le cas Libyen*, le 16 décembre 2000 à l'Institut de Géographie d'Aix-en-Provence, sous la direction de Marc Côte.

Le Fezzan est l'un des trois ensembles régionaux de la Libye, les deux autres étant la Cyrénaïque et la Tripolitaine. Exclusivement saharien, il présente comme caractéristiques originales d'être étendu, peuplé, selon les critères sahariens², « Chapeauté » par l'une des plus grandes agglomérations du Sahara central³, Sebha ; il s'agit enfin, d'une région historique du trafic caravanier. Ces caractéristiques (voir carte p. 9) interpellent celui qui connaît ses « classiques » de la géographie saharienne. En effet, le dynamisme actuel du Fezzan contraste avec sa crise un demi-siècle plus tôt, alors que Jean Despois le sillonnait afin de rédiger un rapport de mission qui reste encore une des œuvres incontournables sur le Sahara. Comment cet espace en « décadence » est-il devenu en quelques décennies un des exemples les plus aboutis de la volonté d'aménagement du Sahara par les Etats ?

Attentif aux transformations spatiales, on observe que le Fezzan a évolué au rythme de la poussée urbaine qui a touché l'ensemble du Sahara maghrébin depuis trois décennies. Aujourd'hui, la très large majorité des populations sahariennes vit dans des agglomérations. Cette dynamique a été initiée et menée par les Etats qui en mettant en place des plans d'aménagement volontaristes ont voulu marquer l'espace, fixer les populations nomades et sédentaires et diffuser des normes de confort afin d'endiguer l'exode rural, jusque-là très important. La Libye ne déroge pas à la règle. Disposant, durant les années 1970 et 1980, de revenus pétroliers considérables, l'Etat y a lancé une ambitieuse politique dont l'une des conséquences les plus

frappantes est la multiplication du nombre d'agglomérations. Tout laissait supposer que cette urbanisation de la croissance deviendrait, avec la chute des cours des hydrocarbures, une urbanisation de la crise. Or, si actuellement les agglomérations montrent des signes de crise, tels la pénurie en logements ou les problèmes d'assainissement, les dynamiques urbaines n'en sont pas moins tangibles, fondées sur la mobilité accrue des populations et de nouveaux référents socio-spatiaux, lesquels contribuent au développement rapide d'une urbanité dont il convient de définir les contours dans leurs contextes.

URBANISATION ET RÉSEAUX, DEUX DYNAMIQUES INDISSOCIABLES

« Pour une ville du désert, il n'y a pas de mort violente, rien qu'une agonie prolongée » nous dit Robert Capot-Rey (1953). Une belle formule à méditer pour qui irait chercher l'explication de la pérennité des villes au Sahara dans le contexte local. Il faut entendre par là que la disparition d'un site habité ne s'effectue qu'avec sa marginalisation progressive vis-à-vis d'un système spatial plus vaste. Le dynamisme économique et démographique est au contraire preuve de l'intégration à ce système. Or le système n'est jamais le même puisqu'il varie selon des critères tels que la domination et les entraves à la circulation. Il faut donc considérer qu'une ville quiériclité a eu un rôle dans un système

¹ Thèse de doctorat en Géographie, 279 pages, 69 illustrations (3 figures, 13 tableaux, 15 photographies, 38 cartes), Thèse soutenue le 16 décembre 2000, Directeur : Marc Côte, Jury : Marie-Françoise Courel (rap.), Denis Retaillé (rap.), Jean Bisson, Jean-Paul Ferrier (prés.).

² Environ 300 000 habitants pour une superficie équivalente à celle de la France.

³ L'absence de statistiques sur la présence immigrée conduit à ne donner que des ordres d'idées, à savoir que si l'on excepte les agglomérations des marges sahariennes, seules Laayoune, dans le Sahara occidental, avec environ 140 000 habitants et Sebha en Libye comptent plus de 100 000 habitants.

de circulation qui disparaît mais qu'elle n'en a plus dans ceux qui se reforment ailleurs. Ce principe permet d'analyser l'évolution des villes et de leur situation dans le Fezzan sur le long terme. Pour aller vite, disons que le commerce transsaharien crée la ville, la colonisation, la garnison, et l'Etat, l'agglomération.

Un carrefour historique du commerce transsaharien

Les limites du Fezzan varient dans le temps et dans l'espace. On s'accorde néanmoins à circonscrire son noyau central autour de trois axes longitudinaux, correspondant plus ou moins à des vallées d'oued. Ils se caractérisent par un peuplement continu sur une centaine de kilomètres de long, séparés les uns des autres par une distance variant entre 50 et 100 kilomètres. Au centre, se situe le *Wadi Ajal* (la vallée de la mort), baptisé *Wadi al Haya* (vallée de la vie) après la rénovation rurale effectuée dans le cadre de plans d'aménagement durant les années 1970 ; c'est l'ensemble le plus peuplé. Au Nord, le *Wadi ash Shati* s'organise sous la forme de groupements villageois discontinus, d'Edri à Ashkida. Au sud, la dépression de Mourzouq se compose aussi de noyaux de peuplement discontinus, autour de centres ruraux notables.

Le Fezzan est avant tout un carrefour saharien, en position médiane sur les grands axes du commerce caravanier. Il est relié principalement vers le nord à la Tripolitaine, région nettement plus méridionale que les autres capitales du Maghreb, ce qui contribue à réduire les trajets terrestres au profit des transports maritimes. Vers le sud, les liaisons s'effectuent via le Kawar et le Tibesti jusqu'au Sahel. Entre ces carrefours, des relais servent d'étapes intermédiaires, groupes d'oasis moins importants (al Joufra, al Qatroun) ou villes commerçantes, telles Ghadamès, Ghat ou Agadez. On retrouve donc des éléments caractéristiques de toutes les régions similaires, une localisation intermédiaire entre les deux « rivages », méditerranéen et sahélien, une trame de peuplement dense et stable, une organisation fondée sur le rôle de relais commerçant.

La longévité de la fonction de carrefour du Fezzan est remarquable. Durant l'époque moderne, l'ouverture de nouvelles routes maritimes entre le Maghreb, l'Europe et les comptoirs de l'Ouest africain entraîne le déclin des itinéraires occidentaux, vers le Maroc et l'Algérie septentrionale. Éloigné de ces routes, en position continentale, l'itinéraire fezzanais reste, pour l'échange des objets précieux, nettement plus rentable que la voie maritime. On comprend alors que les Ottomans aient maintenu une tutelle sur le Fezzan, le transformant au XIX^{ème} siècle en hinterland de la Tripolitaine. On comprend aussi l'intérêt conféré à cette région dans le contexte de l'extension des impérialismes européens qui s'y concrétise par la présence de consulats britannique et français. Enfin, sous l'influence de la Confrérie de la Senoussiya, le commerce transsaharien se maintient jusqu'aux premières décennies du XX^{ème} siècle

La parenthèse coloniale

À partir de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, la Senoussiya, une puissante confrérie saharienne, fait du Fezzan une de ses terres de mission. Elle multiplie les Zâwiya, lieux d'accueil des voyageurs, commerçants, pèlerins ou réfugiés sur les grands axes stratégiques en direction de la Tripolitaine (Ghadamès et Soukna), de l'Algérie (Ghat), de Koufra (Waw et Zwila) et du Niger (al Qatroun). Toutefois cette amorce de réseau urbain sur les itinéraires transsahariens se heurte dès le début du XX^{ème} aux poussées coloniales française et italienne vers le Sud.

La présence italienne dans le Fezzan est brève, surtout si on la compare à la situation du Sahara français. L'occupation de la Tripolitaine débute en 1911, celle des principaux centres sahariens, notamment Mourzouq, « capitale » fezzanaise du commerce caravanier, en 1914, mais la même année, l'opposition de la Senoussiya contraint l'occupant à quitter la région. La reconquête redémarre en 1930 et l'installation française de l'armée Leclerc y porte un coup final en 1942. Le Fezzan n'a donc été occupé qu'une dizaine d'années durant. Cette occupation éphémère demeure uniquement militaire ; on ne trouve pas ici de projets de peuplement, de modification des structures agraires. Les autorités militaires se bornent à contrôler la circulation plutôt que les espaces oasiens, implantent quelques garnisons, écoles et pistes d'atterrissages. Le choix de localisation se fonde sur la volonté de contrôler la circulation. Ainsi, Sebha, relais secondaire du commerce transsaharien, « occupe une position centrale idéale sur les axes nord-sud venant du littoral... et sur la voie ouest-est, de Ghat vers l'Égypte... occuper Sebha équivaut à occuper le Fezzan » (J. Thiry, 1995). Rapidement s'opère donc un déclassement des centres traditionnels, Sebha est préférée à Mourzouq, à l'échelle du Fezzan, Oubari à Al Gharayfa dans le Wadi al Haya.

Le mandat français, de 1944 à l'indépendance de la Libye, en 1951, se prolonge par une présence militaire jusqu'en 1955. Durant cette période, une politique de dotation en équipements des villages, d'amélioration des conditions sanitaires se poursuit mais pour l'essentiel le Fezzan reste une région saharienne marginale, enclavée et en « décadence » selon le mot de Jean Despois (1946).

La Jamahiriya et le Sahara

La Royauté, après l'Indépendance nationale, et surtout le régime de Mouammar Guedhafi, à partir de 1969, s'appuie sur la trame coloniale afin d'impulser un mouvement de rénovation agricole et d'urbanisation à l'échelle nationale. Dans le Sahara, la priorité est de permettre à l'ensemble des populations d'accéder à des normes de confort similaires au reste du pays, afin d'endiguer l'exode rural. Urbanisation signifie aussi agglomération et donc meilleur contrôle de la population : les villages les plus isolés se vident, les

nomades, Touaregs à l'Ouest du Fezzan (Oubari, Tsawa, Ghat), Toubous au Sud (Mourzouq, Al Qatroun), se fixent. En vingt ans, de 1973 à 1995, le nombre d'agglomérations comptant plus de 1500 habitants est multiplié par trois et la population agglomérée passe des deux tiers aux neuf dixièmes de la population totale du Sahara libyen. Le modèle dominant associe un nouveau village à un projet agricole, au bord de la route principale ; chaque famille dispose d'une exploitation voire d'une ferme. Sebha, avec plus de 100.000 habitants devient l'une des principales villes du Sahara ; sa croissance spectaculaire se nourrit de l'exode rural puis de l'accroissement naturel et de l'arrivée de réfugiés.

La réactivation du réseau saharien ?

La situation géographique du Fezzan le situe au cœur des principaux mouvements de population sahariens durant le XX^{ème} siècle. Ainsi, la seconde domination italienne, dans les années 1930, provoque l'exil des opposants et l'amorce d'une diaspora libyenne, souvent commerçante, qui s'implante dans les villes du Sahel, telles Agadez au Niger et Abéché au Tchad, puis se ramifie vers l'Afrique centrale, jusqu'au Cameroun. Durant les années 1970 et 1980, les sécheresses au Niger et au Tchad accroissent le flux traditionnel d'émigration de travail vers la Libye qui touche selon les régions du cinquième au quart des chefs de famille. Mais ce flux va être rapidement débordé à la suite des insurrections touaregs et toubous puis de la guerre du Tchad, lesquelles poussent sur les routes de l'exil plusieurs dizaines de milliers de réfugiés. Enfin, depuis le milieu des années 1990, l'ouverture africaine de la Libye se traduit par une immigration de main-d'œuvre originaire d'Afrique subsaharienne dont les effectifs seraient largement supérieurs à ceux de la main-d'œuvre provenant des Etats arabes.

La diversité croissante des populations fezzanaïses entraîne deux changements majeurs. Les villes d'Etat deviennent très nettement cosmopolites par la diversité de leurs populations, l'émergence d'une économie de transit liée à la circulation des personnes et des marchandises telles le bétail et le trafic illicite de cigarettes et de produits subventionnés libyens ; Sebha notamment est dotée de nouvelles fonctions, présence de consulats tchadien et nigérien, desserte aérienne internationale. Ce cosmopolitisme urbain révèle un second changement : si l'action prépondérante de l'Etat contribuait à ancrer le Fezzan au littoral libyen, la diversification des réseaux dans lesquels ses habitants sont insérés témoigne d'une dimension saharienne désormais matérialisée dans les centres urbains. La nouvelle place du Fezzan doit beaucoup au rôle d'avant-poste que semble vouloir lui conférer les autorités libyennes dans la politique d'expansion qu'ils mènent en direction des Etats voisins. Un véritable décloisonnement du Sahara se dessine.

DIFFUSION DE L'URBAIN ET RECOMPOSITIONS SPATIALES

Lorsque l'on parle d'acteurs, de qui parle-t-on ? L'individu est rarement mis en avant au profit du groupe car en Libye, le face-à-face entre l'Etat et les tribus est constitutif des relations entre le local et le national. Ce couple ne se réduit pas à sa dimension traditionnelle, car les institutions coutumières s'adaptent à un contexte changeant. Les disparités sociales apparaissent à travers le bâti, les exploitations agricoles et l'implication dans des activités privées. Des stratégies différentes sont à l'œuvre, inscrites dans la durée, qui mettent à mal l'égalitarisme de façade, promu à travers l'habitat et la rénovation agricole.

La fin du modèle-Etat

Takarkiba est un village de 700 habitants du Wadi al Haya, à 10 kilomètres de Sebha. Semblable à la majorité des villages, il se situe en bord de route. La couleur dominante ici est l'ocre car elle revêt les bâtiments construits durant les années 1980. On mesure à cette prédominance la prépondérance du poids de l'Etat. La grande majorité des équipements en relève ainsi que les logements individuels. Nous partirons de ce « cas d'école » afin de mieux comprendre par la suite les évolutions des autres agglomérations.

Le *qsar*, village saharien traditionnel, correspond au noyau initial. L'habitat est groupé et les maisons qui donnent sur l'extérieur en constituent la barrière défensive. Le matériau utilisé est local, terre crue et troncs de palmiers. Durant les années 1950, un second village est construit, toujours dans la palmeraie mais par les autorités publiques. La structure du village reflète celle de l'organisation traditionnelle, la mosquée au centre et les maisons autour. Par contre, une velléité de planification se traduit par un quadrillage des rues : celles-ci ne sont plus « tortueuses » comme dans le *qsar* mais droites et les matériaux ne changent pas. La mise en œuvre des plans d'aménagement et de rénovation rurale après l'arrivée au pouvoir de Guedhafi entraîne une rupture. Partout sont construits des villages par des entreprises étrangères, selon les mêmes normes. Le quadrillage des rues est de rigueur et les maisons standard. À la différence du déplacement du *qsar* vers le premier village planifié, celui-ci ne concerne pas dès le début tous les habitants. Les familles déménagent au fur et à mesure de la construction des maisons. Le mouvement n'est toujours pas achevé. La succession des sites entraîne donc la juxtaposition de trois noyaux. Le premier est vide, le second en passe de l'être et le troisième est le véritable village actuel.

Aujourd'hui, la dynamique de construction est palpable autour du noyau central. Au sud, les terrassements sont achevés, dans le prolongement géométrique du noyau. Un peu à l'écart, vers l'est, un lotissement de résidences étatiques est déjà habité et en voie de transformation. Projet postérieur au noyau

villageois initial, celui-ci se compose de maisons de 250 m², jardin compris, contre 500 m² précédemment. En effet, si les maisons du projet initial étaient vastes, depuis, les subventions de l'Etat ont été réduites. Ceux qui veulent construire sur plus de 250 m² le font à leur frais. On dispose donc d'un bon indicateur de la hiérarchisation sociale en cours et de ses effets spatiaux. Le modèle-Etat diffusé dans le cadre des politiques d'aménagement est débordé par les extensions d'habitat résidentiel privé et informel. Ainsi, en se désengageant du secteur de la construction, l'Etat contribue à une privatisation de l'offre d'habitat car il en délègue la gestion aux acteurs du local, permettant aux plus nantis d'envisager des placements spéculatifs et d'agir comme de véritables promoteurs. Ces investissements sont à l'origine d'un important mouvement d'auto-construction, producteur de logements généralement loués à des étrangers. De plus, ces nantis peuvent s'installer dans des résidences plus luxueuses tout en louant leur logement individuel public pour un montant souvent conséquent. Les croissances parallèles de l'habitat résidentiel privé et non-réglementaire expliquent pour une large part l'extension et la fragmentation des tissus urbains. Cette fragmentation atteste d'inégalités sociales mais prouve aussi que l'urbanisation impulsée par l'Etat est actuellement en voie d'appropriation par les sociétés sahariennes.

L'exemple de Ghadamès montre que des stratégies locales collectives peuvent dans certains contextes se dessiner. À Ghadamès, archétype de la ville saharienne, le patrimoine est enjeu mais aussi instrument d'une politique dont les acteurs se situent à divers échelons de décisions. La croissance rapide et récente du nombre de touristes est le déclencheur des actions en cours. Le classement du site au patrimoine mondial de l'Humanité n'ayant jamais abouti à des décisions concrètes, le Comité populaire local demande, en session du Congrès général populaire, l'autorisation de prendre en charge l'organisation du tourisme à Ghadamès. Or, le Ministre du Tourisme est un Touareg, lui-même originaire de la ville. Les responsables concernés au sein du Congrès général contactent alors l'UNESCO qui conseille de fonder une association. Celle-ci fonctionne depuis quatre ans sous la dénomination de « Gestion et organisation de la vieille ville ». La coordination en est assurée par un Ghadamsi, qui dirige aussi une agence de voyage à Tripoli. La mise en place de ce réseau et son autonomie permet depuis une politique active de façonnement de la ville. L'objectif est de la singulariser, en réaction à l'uniformisation du bâti dans le Sahara libyen.

Un espace rural transformé par les dynamiques urbaines

Si la présence du palmier dattier est encore très prégnante dans les paysages, elle ne représente au mieux que le signe d'une mise en valeur traditionnelle des jardins. Malgré quelques projets de rénovation et

d'introduction de nouveaux plants, les espèces les plus recherchées, telle la *deglelet nour*, sont absentes. Notons que Marcel Mercier (1946) s'en étonnait déjà et sans doute les Italiens aussi puisqu'ils tentèrent, sans résultat, d'en développer l'exploitation. Les dattes servent aujourd'hui à la consommation locale et nationale, à la production d'une confiture et à nourrir le bétail. Par contre, la vigne, les arbres fruitiers et les légumes indiquent l'émergence d'un marché urbain de consommation. Les productions agricoles, mises en place dans le cadre de fermes intégrées et de la fixation des Touaregs, ont été choisies en fonction de la demande du marché. Dans le cas de Sebha, dont la palmeraie traditionnelle est plus ancienne et plus vaste, il est probable que malgré l'importance des palmiers l'urbanisation rapide a suscité une croissance du nombre de productions périurbaines tout aussi importante.

La mise en valeur est essentiellement individuelle et de plus en plus privée mais le rôle de l'Etat change, accompagnant cette évolution. Le témoignage d'un propriétaire d'al Gharayfa illustre les modalités selon lesquelles sont créées ces exploitations. Ce chef de famille possède 20 hectares. Il a d'abord délimité un périmètre sur les terres vierges à proximité du centre, puis a fait effectuer un forage à 55 m de profondeur et enfin déclaré l'action aux autorités locales. En effet, les terres vierges font partie des domaines de l'Etat ; l'acte de mise en valeur entraîne la privatisation au profit de celui qui l'effectue. Malgré l'insistance des responsables locaux, il n'a pas procédé à la rédaction d'un acte de propriété, préférant user ensuite du droit coutumier pour sa succession. En conséquence, il n'a bénéficié que d'une aide limitée puisque seule une partie des frais occasionnés par le forage lui a été remboursée. Le propriétaire participe occasionnellement à la mise en valeur de l'exploitation. Deux Egyptiens y travaillent à temps complet et le partage de la récolte s'effectue pour moitié. Comme dans la plupart des cas, ils ont privilégié la petite polyculture, céréales (blé et luzerne), une palmeraie, des arbres fruitiers (orangers, citronniers) et des légumes. Les fruits sont réservés par des grossistes de Sebha et les légumes sont vendus sur les marchés locaux.

En définitive, le mouvement d'extension des parcelles privées s'inscrit très logiquement à la suite de celui impulsé durant les années 1970 et 1980 par l'Etat. Dans les deux cas, le soutien financier est conséquent. Par contre, on passe progressivement d'un projet rural à vocation sociale à une incitation à vocation productive où les mécanismes fonciers s'effectuent dans le cadre familial, en marge des règles que les autorités tentent d'instaurer. Les exploitants ont en commun le souci de la productivité et de la demande du marché, étendu non seulement au Wadi qui se transforme en zone maraîchère mais aussi à l'ensemble de la Libye et au-delà. En effet, la faiblesse du dinar libyen et les difficultés liées à l'embargo incitaient des Tunisiens à jouer le rôle d'intermédiaire en écoulant une partie de cette production à l'extérieur. Ces entreprises agricoles,

fondées à partir des lots distribués par l'Etat, constituent aujourd'hui le pivot du dynamisme agraire du Sahara libyen selon des principes spécifiques à ce pays, à savoir un propriétaire libyen, des travailleurs étrangers, le choix de productions rentables. D'ailleurs, l'égalitarisme qui constitue la base de la redistribution des terres sous forme de lots est mis à mal par ces nouveaux exploitants. En effet, les bénéfices qu'ils tirent de leurs ventes et les incitations des autorités locales à mettre en valeur les terres expliquent l'extension des exploitations.

C'est désormais sous l'influence de la dynamique urbaine que s'effectue la mutation des espaces ruraux, notamment en périphérie des principales villes et dans les espaces remodelés lors de la rénovation rurale. Elles associent remembrement des exploitations, spéculation commerciale et urbanisation intense. Ainsi, dans la vallée centrale du Fezzan, le profond remodelage des paysages agraires où se juxtaposent palmeraies moribondes et nouvelles parcelles privées va de pair avec une « micro-urbanisation » très vive, par densification du réseau villageois. De même, les couronnes périurbaines de Sebha et d'Oubari, les deux principaux centres du Sud-Ouest libyen, font l'objet de très vifs mouvements de spéculation dans le foncier agricole et les jardins deviennent aussi des espaces de loisirs des familles les plus aisées. Plus nettement encore, la crise du modèle agricole promu par l'Etat se matérialise ici par le décalage entre d'un côté la mise en valeur des périmètres étatiques et de l'autre celle des exploitations privées.

L'étude des dynamiques agricoles du Fezzan laisse entrevoir de nombreux liens avec l'émergence de l'urbain. Nous n'assistons pas à un passage progressif du rural à l'urbain puisque l'un et l'autre étaient en crise. Par contre, leur rénovation en parallèle contribue à susciter de nouveaux liens fondés sur la complémentarité plus que sur l'opposition. Cette complémentarité s'exprime d'abord dans les rythmes de croissance. Ainsi, dans les cas de Sebha et Brak, les villes créent leurs campagnes au fur et à mesure de leur extension. Les modalités de cette dynamique diffèrent sensiblement mais elles répondent à la nécessité de fournir des produits agricoles aux citadins et de se situer près des axes de communication majeurs. À al Gharayfa, la dynamique est différente. La principale zone agricole du Fezzan est aussi la principale aire de micro-urbanisation. Les villages, dont les sites ne changent guère, sont extrêmement proches les uns des autres et connaissent tous des rythmes de croissance soutenus depuis une trentaine d'années. Certes, celle-ci doit plus à l'intervention de l'Etat en terme d'emplois tertiaires et d'équipements. Mais c'est justement cette amélioration des conditions de vie et cette incitation à rester dans son village d'origine qui encouragent les habitants à chercher dans les nouvelles formes d'agriculture des compléments de revenus voire des placements rentables pour les plus aisés. Cette complémentarité se retrouve dans l'évolution des

pratiques spatiales. Les familles de Sebha qui possèdent des propriétés importantes s'y rendent durant l'été, y installent des jeux et des résidences secondaires ; le jardin prolonge l'espace privé selon un mouvement que l'on retrouve dans l'ensemble de la Libye. Il illustre l'étroite association entre l'urbain et le rural. Enfin, la complémentarité s'exprime à travers les hiérarchisations sociales en cours. Jean Lethellieux (1948) notait « qu'il faut déjà être riche pour pouvoir faire un nouveau jardin (et que) les riches n'hésitent pas à acquérir ou à créer des jardins dans les meilleures régions de culture » du Fezzan. Ce principe est toujours actif. En effet, les plus modestes ne disposent que de la propriété familiale, à proximité du village et de la palmeraie dont l'exploitation suffit seulement à l'autoconsommation. Les périmètres de mise en valeur allotis correspondent à des exploitations familiales. Elles connaissent deux types d'évolutions : la sous-exploitation par manque de moyens (nous relevons que la superficie allotie était souvent trop importante par rapport aux moyens de leurs propriétaires) ou un dynamisme identique à celui des parcelles de mise en valeur individuelle. Dans ce dernier cas, ce sont les capacités d'insertion au marché et donc de choix des cultures les plus rentables qui font la différence. Les exploitations les plus dynamiques, quel que soit leur statut juridique, se caractérisent par leur superficie importante (de 10 à 40 ha). Elles appartiennent à des familles qui disposent de réseaux de relation diversifiés et peuvent mobiliser les capitaux nécessaires.

VIVRE DANS LES VILLES DU SAHARA

Comment les populations vivent-elles dans un cadre spatial ayant connu des bouleversements aussi rapides durant ce dernier demi-siècle ? La question peut sembler naïve mais elle se fonde sur le constat des évidences : si l'Etat a lancé le mouvement d'urbanisation, la vision des dirigeants n'en est pas pour autant identique à celle des habitants ; d'autre part, si l'ensemble du Fezzan a connu des mutations considérables, on ne les vit pas de la même manière dans les villes et les campagnes.

Intentions de ville

Prenons comme point de départ les intentions de l'acteur initial du processus d'urbanisation, l'Etat. En agissant dans l'urgence des nécessités, en faisant appel à des experts internationaux de l'aménagement, il a produit l'agglomération, c'est-à-dire un espace dans lequel des populations d'origines géographiques diverses s'installaient tout en reproduisant une organisation spatiale fondée sur le modèle du village. En effet, les familles, dans les villes, se regroupent selon l'origine géographique ; les quartiers sont donc des cellules cloisonnées qui se jouxtent sans que leurs membres aient forcément à se côtoyer. On peut voir là l'effet d'une « transaction » entre la modernisation imposée et la nécessité, dont l'Etat ne pouvait (et ne

voulait) se départir, de conférer une certaine légitimité à ces actes, en donnant une marge d'autonomie aux sociétés locales. Cette transaction se traduit au plan spatial par une « agglomération d'agglomérations », c'est-à-dire un ensemble urbain dense au sein duquel la force du lien communautaire prime sur tout autre type de relation. Ce modèle est aujourd'hui dans l'impasse car l'Etat n'a plus les moyens d'assurer la maintenance des villes qu'il a créées à grands renforts de pétrodollars et de savoir-faire importé. En conséquence, les dysfonctionnements se multiplient, tels les problèmes sanitaires, notamment l'assainissement et la gestion des ordures. On assiste de plus en plus à une réappropriation de l'espace urbain par les sociétés sahariennes.

Sebha, une grande ville du Sahara

Sebha, principale ville du Sahara libyen, représente l'archétype du cloisonnement communautaire. Lors de la grande phase d'exode rural, durant les années 1970-1980, les ruraux des trois vallées principales qui composent le Fezzan se regroupent dans trois quartiers différents. Au sein de ces quartiers, les familles s'installent dans des îlots urbains, véritables unités de vie de base. Ces quartiers coïncident avec une fermeture sur l'extérieur, matérialisée par les principaux axes intra-urbains, leur nombre contribue à faire de Sebha un espace urbain où la privatisation domine. Par contre, selon un mouvement inverse, de nouvelles centralités contribuent à souder le tissu urbain car elles sont produites et pratiquées par de nombreux citoyens. Ainsi, on constate que ce sont généralement les communautés d'étrangers les plus importantes (Égyptiens, Tchadiens) qui ont créé ces centres. Ils sont pour eux une nécessité afin d'échanger mais aussi pour l'accueil des nouveaux venus. Faits par d'autres, ces lieux portent une certaine charge de neutralité pour les Libyens, qui leur permet en retour de déployer des sociabilités hors du cercle communautaire.

Campagnes urbaines

Dans les réseaux villageois oasiens, plutôt que de cerner en quoi l'urbanisation et le désenclavement contribuent à la déstructuration de la société traditionnelle, nous avons tenté de comprendre comment était intégré et pratiqué le nouveau cadre spatial dans lequel les populations vivent désormais. En effet, la majeure partie des populations vivent dans des villages situés dans des régions oasiennes dont la croissance récente est due à l'arrêt de l'exode rural et aux forts taux d'accroissement naturel. À la lecture d'une enquête que nous avons menée dans le Fezzan sur les pratiques et les représentations des habitants, l'impression qui ressort est celle d'une diffusion de l'urbanité à l'initiative des habitants non pas en s'installant dans une agglomération importante mais en intégrant la ville et les pratiques urbaines dans le quotidien. Cette impression s'appuie sur le discours

dominant qui révèle des positions claires : tous les attributs de l'urbain sont présents à la base et se pervertissent au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie des agglomérations. La « grande ville » est alors synonyme de tous les maux. L'analyse des pratiques met en valeur l'importance de la route comme élément structurant fort de l'organisation spatiale mais aussi de la conscience d'une unité régionale ; elle permet le décroissement villageois et l'émergence de nouveaux lieux publics. L'espace vécu ne correspond plus à l'ensemble composé par le village et la palmeraie mais s'organise selon un jeu d'échelles emboîtées, où le village est synonyme de famille et la vallée celui des amis, l'altérité s'exprimant au-delà selon des gradients variables.

Conclusion

Nous avons tenté par cette réflexion sur l'urbain dans le Sahara libyen d'être attentifs aux écarts, débordements et appropriations du modèle créé par l'Etat.

Les autorités publiques ont répondu, globalement, en terme de recomposition spatiale à une demande sociale. Ainsi, il n'a jamais été question de déstructurer le mode de fonctionnement de la société, que l'on résume par le terme de tribalisme. Il ne faudrait pas voir là une solution conservatrice visant à freiner un changement inéluctable mais plutôt un élément du consensus permettant l'adéquation entre une production spatiale impulsée par le haut et une société qui subissait le mouvement.

Cette phase de transaction laisse place à différentes « manières de faire la ville ». À Sebha, la ville est redessinée par ses habitants à partir du quartier, unité élémentaire de la communauté, jusque dans les nouvelles centralités où se côtoient différentes populations, condensé du cosmopolitisme des sociétés sahariennes. Dans le réseau villageois du Wadi al Haya, l'étroite association entre la circulation et les interactions sociales contribue à l'élargissement de l'aire spatiale des pratiques. Or en multipliant ces pratiques par le travail, les études ou les loisirs notamment, les personnes multiplient les lieux faisant partie de leur vécu, créant ainsi la diversité. Trivialement, nous pourrions résumer cette idée en disant que la voiture repousse les limites de l'altérité entre l'ici et l'ailleurs.

Actuellement, le dynamisme des villes situées dans le territoire libyen doit moins qu'on ne pourrait le supposer à l'effet des politiques d'intégration nationale et plus à un rôle de marge entre le Monde arabe et l'Afrique noire. Les agglomérations sont insérées dans un réseau de circulation saharien qui dépasse donc les limites du territoire national. On prend à peine la mesure de l'intensité de la réactivation du réseau saharien. Au gré des opportunités, des flux de migrants et de marchandises circulent de part et d'autre des frontières entre la Libye et les Etats voisins, s'appuyant sur un

ensemble de relais et de carrefours qui constituent la trame urbaine du Sahara.

Enjeu national et international de premier plan, le Sahara est longtemps apparu au Maghreb comme l'espace rêvé des projections d'acteurs qui en sont extérieurs. Loin de ces événements médiatisés, il est aussi un espace vécu et en mutation constante.

BIBLIOGRAPHIE

ABDULLATIF A.A., *The making of modern Libya, State Formation, Colonization and resistance, 1830-1932*, Albany, State University Press of New-York Press, 1994, 222 p.

ALLAN J.A., Mc LACHLAN K.S., BURU M. (dir.), *Libya, State and region. A study of regional evolution*, London, School of Oriental and African Studies, Center of Near and Middle Eastern Studies, 1989, 208 p.

CAPOT-REY R., *Le Sahara Français*, Paris, PUF, 1953, 564 p.

DESPOIS J., *Géographie humaine, Mission scientifique au Fezzan (1944-1945)*, Alger, Institut de Recherches Sahariennes, 1946, 260 p.

FONTAINE J., « La Libye, un désert côtier riche en hydrocarbures... et en eau ? », *Annales de Géographie*, n°589, 1996, pp. 279-295.

FONTAINE J., « Les populations sahariennes », in J. Fontaine (coord.), *Sociétés sahariennes entre mythes et développement*, Les Cahiers d'URBAMA, Tours - Besançon, n°12, 1996, pp. 33-44.

GREGOIRE E., *Touaregs du Niger, le destin d'un mythe*, Paris, Khartala, 1999, 339 p.

LETHIELLEUX J., *Le Fezzan, ses jardins, ses palmiers, note d'ethnographie et d'histoire*, Tunis, Institut des Belles Lettres Arabes, 1948, 252 p.

THIRY J., *Le Sahara libyen dans l'Afrique du Nord médiévale*, Leuven, Peeters Press - Department of Oriental Studies, 1995, 604 p.

